

Compte rendu de séance

Séance du 14 Mars 2018

L' an 2018 et le 14 Mars à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances ,à la Mairie de LAMARCHE sous la présidence de
BOURCIER Joelle 3ème Adjointe

Présents : VAGNE Daniel, Mmes : BOURCIER Joelle, CAYTEL Marie Louise, FLORIOT Anne-Marie, LEGOUPIL Carole, PIERROT Myriam, MM : FIEUTELOT Guy, GARILLON Christian, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane SENESSION Laurent,

Absent(s) ayant donné procuration : M. CONTAUX Jean-Benoît à M. HEITZ Laurent
Absent(s) : Mmes : LASSALLE Cécile, PETIT Angélique

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 12

Date de la convocation : 08/03/2018

Date d'affichage : 08/03/2018

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de NEUFCHATEAU
le : 15/03/2018

et publication ou notification
du : 15/03/2018

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

ADHESION A LA SPL XDEMAT - 2018/001
CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
TRACTOPELLE ET CHAUFFEUR AVEC LA CC LES VOSGES COTE SUD OUEST

- 2018/002
PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE " RISQUE SANTE "
CONVENTION DE PARTICIPATION
DELIBERATION DONNANT HABILITATION AU CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES
- 2018/003
ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION " SANTE " DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES - 2018/004
INDEMNITE DE CONSEIL ET DE BUDGET COMPTABLE PUBLIC - 2018/005
MISE EN PLACE DU RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise
et de l'Engagement Professionnel - 2018/006
FORETS

Destination des coupes 2018/report martelage P35
- 2018/007
SDANC : Adhésion et retraits de collectivités - 2018/008
COMPTE ADMINISTRATIF 2017 FORETS - 2018/009
AFFECTATION DU RESULTAT- FORETS - 2018/010
COMPTE DE GESTION 2017 FORETS - 2018/011
COMPTE ADMINISTRATIF 2017 SERVICES DES EAUX - 2018/012
AFFECTATION DU RESULTAT SERVICE DES EAUX - 2018/013
COMPTE DE GESTION 2017 SERVICE DES EAUX - 2018/014
COMPTE ADMINISTRATIF 2017 TRESORERIE - 2018/015
AFFECTATION DU RESULTAT TRESORERIE - 2018/016
COMPTE DE GESTION 2017 TRESORERIE
- 2018/017
COMPTE ADMINISTRATIF 2017 CHAUFFERIE BOIS - 2018/018
AFFECTATION DU RESULTAT CHAUFFERIE BOIS - 2018/019
COMPTE DE GESTION 2017 CHAUFFERIE BOIS - 2018/020
COMPTE ADMINISTRATIF 2017 COMMUNE - 2018/021
AFFECTATION DU RESULTAT COMMUNE - 2018/022
COMPTE DE GESTION 2017 COMMUNE - 2018/023

ADHESION A LA SPL XDEMAT
réf : 2018/001

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1521-1 et suivants et L.1531-1 ;

Vu le Code de commerce, notamment ses articles L.210-6 et L.225-1 et suivants ;

Vu l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ;

Vu les statuts et de pacte d'actionnaires de la Société publique local SPL-Xdemat ;

Considérant que l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de créer des sociétés publiques locales « *compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » ;

Considérant que le Conseil général de l'Aube gère des outils de dématérialisation, utilisées pour diverses procédures, telles que les étapes de passation et d'exécution des marchés publics, la notification par courrier électronique, le recours au parapheur électronique ou l'archivage de documents nativement électroniques ;

Considérant que le Département de l'Aube a souhaité mutualiser leur gestion avec deux autres collectivités départementales, les Départements des Ardennes et de la Marne ;

Considérant que ces trois départements ont créé la Société Publique Locale SPL-Xdemat pour répondre à cet objectif de mutualisation et de coopération, en se réservant la possibilité d'étendre cette société à d'autres collectivités intéressées, en particulier à toutes les collectivités territoriales et leurs groupements situés sur le territoire de l'un des Départements actionnaires ;

Considérant que depuis la création de la société, le Département de la Haute-Marne, le Département de l'Aisne, le Département de la Meuse, la Région Grand Est, le Département des Vosges et de très nombreuses collectivités ou groupements de collectivités aubois, marnais, ardennais, haut-marnais, axonais et meusiens ont rejoint ces 3 Départements fondateurs de la société, en devenant également actionnaires ;

Considérant que cette Société Publique Locale a pour objet la fourniture de prestations liées à la dématérialisation, notamment par la gestion, la maintenance, le développement et la mise à disposition des outils au profit des collectivités actionnaires ;

Considérant qu'il s'agit bien là d'une activité d'intérêt général au sens où l'entend l'article L.1531-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la création d'une telle société permet de faciliter et d'améliorer le recours à la dématérialisation par ses actionnaires, lesquels peuvent faire appel à la société sans mise en concurrence préalable, conformément à l'article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, pour les prestations dites « in house » ;

Considérant que pour devenir actionnaire de la société SPL-Xdemat, les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés doivent simplement acquérir une action au capital social, pour un prix de 15,50 euros ;

Considérant que l'acquisition de cette action devra se faire directement auprès du Département sur le territoire duquel la collectivité ou le groupement est situé ; que ces ventes d'actions interviennent à une date biannuelle ;

Considérant que pour bénéficier des prestations de la SPL sans attendre cette date, les collectivités ou leurs groupements intéressés peuvent conclure avec le Département concerné une convention de prêt d'action, afin d'emprunter une action de la société pour une durée maximale de 6 mois, avant de l'acquérir ;]

Considérant, dans ce contexte, que la collectivité **de LAMARCHE** souhaite bénéficier des prestations de la société SPL-Xdemat et donc acquérir une action de son capital social afin d'en devenir membre ;

Après avoir délibéré,

ARTICLE 1 – La commune de LAMARCHE] décide d'adhérer à la Société Publique Locale SPL-Xdemat, compétente pour fournir des prestations liées à la dématérialisation.

ARTICLE 2 – Il décide d'acquérir une action au capital de la société au prix de 15,50 euros auprès du Département des Vosges, sur le territoire duquel la collectivité est située.

Le capital social étant fixé à 183 489 euros, divisé en 11 838 actions de 15,50 euros chacune, cette action représente 0,01% du capital.

En attendant d'acquérir une action au capital social, La commune de LAMARCHE décide d'emprunter une action au Département des Vosges, sur le territoire duquel la collectivité est située, conformément au projet de convention de prêt d'action joint en annexe.

La conclusion d'un tel prêt permettra à la collectivité d'être immédiatement actionnaire de la société pendant la durée du prêt, soit un maximum de 6 mois, pour bénéficier des prestations liées à la dématérialisation et ce, avant d'acquérir une action. »

L'acquisition de cette action permet à la collectivité d'être représentée au sein de l'Assemblée générale de la société et de l'Assemblée spéciale du département des Vosges, cette assemblée spéciale disposant elle-même d'un représentant au sein du Conseil d'Administration de la société SPL-Xdemat.

ARTICLE 3 – La personne suivante est désignée en qualité de délégué de la collectivité au sein de l'Assemblée générale : Mr MAYOUD Stéphane

Ce représentant sera également le représentant de la collectivité à l'Assemblée spéciale.

ARTICLE 4 – Le conseil municipal de LAMARCHE approuve que la Commune de LAMARCHE soit représentée au sein du Conseil d'administration de la société, par la collectivité (et plus particulièrement par l'un de ses élus) qui sera désignée à cet effet, par les collectivités actionnaires, membres de l'Assemblée spéciale des Vosges.

Ce représentant exercera durant son mandat, un contrôle conjoint sur la société au titre de l'ensemble des collectivités et groupements de collectivités vosgiennes actionnaires (autres que le Département) qu'il représentera.

ARTICLE 5 – Le conseil municipal de LAMARCHE approuve pleinement et entièrement les modalités de fonctionnement de la société fixées dans les statuts de la SPL et le pacte d'actionnaires actuellement en vigueur entre les membres de la société, ainsi que la convention de prestations intégrées tels qu'ils sont joints en annexe à la présente délibération.

Par cette approbation, il accepte de verser chaque année à la société, une participation financière pour contribuer aux frais liés aux prestations de dématérialisation fournies par SPL-Xdemat.

ARTICLE 6 – Il autorise l'exécutif de la collectivité à signer les statuts et le pacte d'actionnaires de la société tels qu'adoptés par les 3 Départements fondateurs et modifiés par l'Assemblée générale ainsi que la convention de prestations intégrées et la convention de prêt.

Il l'autorise d'une manière générale, à effectuer toutes démarches et à signer tous documents administratifs, techniques ou financiers permettant de concrétiser l'adhésion de la collectivité à la société publique locale SPL-Xdemat.

Le conseil municipal

- Inscrit un crédit de 15.50 € au compte 261 investissement pour l'achat de l'action,
- autorise le maire à signer l'avenant de changement d'opérateur à la Sté SPL XDEMAT.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

**CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
TRACTOPELLE ET CHAUFFEUR AVEC LA CC LES VOSGES COTE SUD OUEST**

réf : 2018/002

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- accepte la convention de prestation de service "tractopelle avec chauffeur" avec la Communauté de Communes Les Vosges Coté Sud Ouest à compter du 1er janvier 2018.

- fixe la prestation de mise à disposition agent chauffeur et tractopelle à 60 € de l'heure.

La prestation inclut les frais de carburant, d'entretien et d'usure du tractopelle.

- autorise le Maire à signer la convention avec la Communauté de Communes Les Vosges Coté Sud Ouest.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

**PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE " RISQUE SANTE "
CONVENTION DE PARTICIPATION
DELIBERATION DONNANT HABILITATION AU CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES**

réf : 2018/003

Monsieur le Maire expose :

- l'opportunité pour la commune de Lamarche de pouvoir souscrire un contrat d'assurance santé ;
- l'opportunité de confier au Centre de gestion des Vosges le soin de collecter auprès de la caisse des dépôts les statistiques relatives à la mise en place d'une convention de participation et d'organiser une procédure de mise en concurrence
- que le Centre de gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la collectivité/l'établissement public.

Le conseil Municipal après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique du Centre de gestion des Vosges en date du

DECIDE :

- de mandater le Centre de Gestion des Vosges pour la passation de la convention de participation pour le risque santé qu'il a engagé en 2015 conformément à l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

- de confier au Centre de Gestion le soin de collecter les données statistiques relatives aux agents retraités auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CNRACL et IRCANTEC).

Durée du contrat : 6 ans, à effet au premier mars 2018.

La décision éventuelle d'adhérer au contrat groupe fera l'objet d'une délibération ultérieure

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION " SANTE " DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES VOSGES

réf : 2018/004

Le Maire informe le Conseil que le décret n°2011-1474 paru le 8 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires, non titulaires et de droit privé). La participation financière ne trouvait plus de cadre juridique valable depuis l'abrogation en 2005 par le Conseil d'Etat de l'arrêté « Chazelle » du 19 septembre 1962.

Les articles 25 et 88-2 de la loi du 26 janvier 1984 donnent compétence aux Centres de Gestion pour conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

La garantie « Maintien de Salaire » a déjà fait l'objet d'une procédure groupée attribuée à la Mutuelle INTERIALE à date d'effet du 1^{er} janvier 2014. Ce groupement rassemble à ce jour plus de 275 collectivités pour plus de 1500 agents territoriaux.

Le Centre de gestion des Vosges a décidé l'engagement d'une procédure similaire pour le risque « SANTE ». Cette nouvelle procédure groupée vise à :

- Permettre l'adhésion des agents à un contrat-groupe destiné à rembourser les frais de Santé en complément du régime obligatoire de Sécurité Sociale (plus couramment appelé « Mutuelle Santé »),

- Offrir aux collectivités adhérentes un schéma de participation financière performant et sécurisé, au bénéfice de leurs agents territoriaux.

Le groupement des collectivités à l'échelon départemental permet d'optimiser les coûts d'adhésion des agents en leur garantissant un contenu contractuel de haut niveau. Le Centre de Gestion vient de présenter l'ensemble de son cahier des charges et les offres retenues lors de réunions d'information organisées sur tout le département des Vosges.

Les éléments substantiels de cette convention de participation peuvent être résumés comme suit :

- Une adhésion libre des agents selon leurs souhaits ou contraintes (contrat « Santé » obligatoire du conjoint par exemple),
- Un panel de 3 formules de souscription permettant à vos agents d'être couverts selon leurs choix et/ou contraintes budgétaires,
- Une couverture proposée aux agents retraités de la collectivité selon des conditions très avantageuses,
- Un pilotage annuel réalisé par un « tiers-expert » désigné par le Centre de Gestion des Vosges. Ce pilotage permet d'adapter le contrat aux niveaux de consommations relevés chaque année et de modifier le contenu contractuel pour répondre au mieux aux besoins des adhérents,
- Cette analyse technique neutre sera un atout lors des futures discussions/négociations avec l'assureur.
- La prise en compte de toutes les situations familiales : agent seul, en couple, avec ou sans enfants à charge,...
- Une assistance et un accompagnement de toutes les collectivités par le Centre de Gestion des Vosges : relations avec les équipes de la mutuelle retenue, accompagnement en cas de difficulté de gestion (, adhésions, vie du contrat ...)
- La participation doit être fixée à au moins 5 euros par mois et par agent et ne peut dépasser le montant total de la cotisation (avec une préconisation des élus et des représentants du personnel du CDG88 à 15 €/agent/mois).
- Une communication directe est effectuée par le Centre de Gestion auprès des collectivités et agents adhérents. Toutes les informations relatives au contrat seront rendues transparentes et directement consultables sur le site internet du CDG88 ainsi que par messagerie électronique,

LE MAIRE PROPOSE A L'ASSEMBLEE

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code des Assurances ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26.
- VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- VU la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;
- VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 24 novembre 2014 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation mutualisée au risque « Santé » dans le domaine de la protection sociale complémentaire pour l'ensemble des collectivités vosgiennes;
- VU notre délibération décidant de nous joindre à la mise en concurrence lancée par le Centre de Gestion des Vosges,
- VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre de Gestion des Vosges en date du 28 août 2015 validant à l'unanimité de ses membres le choix du groupement d'opérateurs INTERIALE (Porteur du risque) et GRAS SAVOYE (courtier gestionnaire),
- VU la délibération du Centre de Gestion des Vosges en date du 3 septembre 2015 désignant le groupement d'opérateurs INTERIALE (assureur) / GRAS SAVOYE (courtier gestionnaire) en charge du lancement et de la gestion de la convention de participation « Santé »;
- VU l'exposé du Maire (ou le Président),

Considérant l'intérêt social d'une couverture « Santé » généralisée dans les effectifs de la collectivité,

Considérant que la participation financière de l'employeur incite, facilite et renforce la couverture complémentaire « Santé »,

Considérant que le contenu de l'offre négociée par le Centre de Gestion des Vosges présentée lors de réunions d'informations 21, 22 et 28 septembre 2015 correspond aux attentes de la collectivité,

Considérant que cette proposition permet l'instauration simple et juridiquement fiable d'une participation financière de la collectivité couplée à un contenu contractuel de qualité au meilleur tarif,

DECISION

Le conseil Municipal après en avoir délibéré DECIDE :

- D'adhérer à compter du 1^{er} avril 2018 à la convention de participation pour le risque « Santé » organisée par le centre de Gestion des Vosges pour une durée de 6 ans (01/01/2016 – 31/12/2021).
- De fixer à 20 € par agent et par mois la participation financière de la collectivité au risque « Santé » susmentionné, (quelle que soit la quotité ou la modalité d'exercice du travail fourni par chaque agent). Cette participation pourra être versée directement à chaque agent et viendra en déduction de la cotisation versée à l'opérateur.
- D'autoriser le Maire à signer l'adhésion à la convention de participation conclue par le Centre de Gestion des Vosges avec les opérateurs sélectionnés et tout document s'y rapportant.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

INDEMNITE DE CONSEIL ET DE BUDGET COMPTABLE PUBLIC

réf : 2018/005

En application des dispositions de l'article 97 de la loi 82/213 du 2 mars 1982 et du décret 82/979 du 19 novembre 1982, un arrêté en date du 16 novembre 1983 précise les conditions d'attribution de l'indemnité du comptable public.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté précité, une nouvelle délibération doit être prise,
Suite au départ du comptable Monsieur DERVIN Thierry au 31 Aout 2017,
le conseil municipal décide :

- l'attribution de l'indemnité de conseil et de budget au comptable , Monsieur DOUILLET Sébastien, pour la période à compter du 1er septembre 2017 au 28 février 2018,
- l'attribution de l'indemnité de conseil et de budget au comptable , Monsieur MAROTEL Jean François, à compter du 1er mars 2018.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

MISE EN PLACE DU RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel

réf : 2018/006

Monsieur le Maire explique au conseil Municipal que :

Les primes intitulées IEMP, IAT ou IFTS sont remplacées au profit d'un seul régime indemnitaire dénommé le RIFSEEP Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel.

Le nouveau régime se décompose de deux primes :

- I.F.S.E. : une prime fixe basée sur le poste occupé par l'agent (mensuelle)
- C.I.A. : une prime facultative basée sur la manière de servir (annuelle).

Qui est concerné à compter du 1^{er} janvier 2018 : les agents titulaires, stagiaires et contractuels.

Le Conseil Municipal valide la mise en place de ce nouveau régime indemnitaire

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

La délibération instaurant le régime indemnitaire antérieurement est abrogée en conséquence.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

FORETS

Destination des coupes 2018/report martelage P35

réf : 2018/007

Le conseil Municipal fixe comme suit :

la destination des produits des coupes des parcelles figurant à l'état d'assiette de l'exercice 2018 :

- Vente en bloc et sur pieds de la parcelle suivante lors de l'exercice 2018 :
Parcelle 58

Report du martelage de la parcelle 35 :

le conseil municipal, suite à la tempête de janvier, demande le report de martelage de la parcelle 35 (volume chablis important).

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

SDANC : Adhésion et retraits de collectivités

réf : 2018/008

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal du courrier de Monsieur le Président du Syndicat Mixte Départementale d'Assainissement Non Collectif, invitant le conseil municipal à se prononcer sur :

- la demande d'adhésion des communes de Bois de Champ et Savigny,

- la demande de retrait de la commune de Sandaucourt,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

accepte l'adhésion des communes de Bois de Champ et Savigny, et le retrait de la commune de Sandaucourt.

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE ADMINISTRATIF 2017 FORETS

réf : 2018/009

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2017 de la Forêt communale qui s'établit comme suit :

Fonctionnement

Dépenses 365 801.30 €

Recettes 334 534.70 €

Report recettes + 236 648.77 €

Résultat de fonctionnement + 205 382.17 €

Investissement

Dépenses 75 371.78 €

Recettes 63 246.75 €

Report dépenses - 11 246.75 €

Résultat d'investissement - 23 371.78 €

Résultat de clôture + 182 010.39 €

Restes à réaliser :

Dépenses - 24 628.00 €

Résultat de l'exercice 2017 + 157 382.39 €

Hors de la présence de Mr VAGNE Daniel, Maire, le Conseil Municipal approuve le compte administratif de la forêt communale 2017.

A la majorité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 2)

AFFECTATION DU RESULTAT- FORETS

réf : 2018/010

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un déficit de fonctionnement de : - 31 266.60€

Résultats antérieurs reportés + 236 648.77 €

Résultat à affecter + 205 382.17 €

- un déficit d'investissement de : - 23 371.78 €.

restes à réaliser d'investissement - 24628.00€

soit un besoin de financement 47 999.78€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'apurer le besoin de financement par affectation en réserves (cpté 1068) et d'imputer le solde de l'excédent de fonctionnement en report à nouveau créditeur(002) :

AFFECTATION = 205 382.17 €

Affectation en réserves R 1068 47 999.78 €

Report en fonctionnement R 002 157 382.39 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE DE GESTION 2017 FORETS

réf : 2018/011

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mr Vagné Daniel,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017;

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures;

Considérant

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE ADMINISTRATIF 2017 SERVICES DES EAUX

réf : 2018/012

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2017 du Service des eaux qui s'établit comme suit :

Fonctionnement

Dépenses	159 890.98 €
Recettes	202 841.21 €
Résultat de fonctionnement	+ 42 950.23 €
Report recette	8 309.20 €
Résultat global fonct	+ 51 259.43 €

Investissement

Dépenses	106 160.08 €
Recettes	41 656.35 €
Résultat d'investissement	- 64 503.73 €
Report recette	319 853.98 €
Solde investissement	+ 255 350.25 €.

Résultat clôture + 306 609.68 €

Restes à réaliser :

Dépenses	35 000.00 €
Recettes	58 527.00 €

Résultat de l'exercice 2017 + 330 136.68 €

Hors de la présence de Mr VAGNE Daniel, Maire, le Conseil Municipal approuve le compte administratif du service des eaux 2017.

A la majorité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 2)

AFFECTATION DU RESULTAT SERVICE DES EAUX - réf : 2018/013

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un excédent de fonctionnement de :	+ 42 950.23 €
Un résultat antérieur	+ 8 309.20 €
total	+ 51 259.43 €

- un excédent cumulé d'investissement de	+ 278 877.25 €
restes à réaliser en dépenses	35 000.00 €
en recettes	58 527.00 €

solde excédent + 255 350.25 €

le besoin de financement est de 0.00 € (cpte 001)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'imputer le solde de l'excédent de fonctionnement au compte R002 Report en exploitation 51 259.43 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE DE GESTION 2017 SERVICE DES EAUX - réf : 2018/014

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mr Vagné Daniel,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017;

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures;

Considérant

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE ADMINISTRATIF 2017 TRESORERIE

réf : 2018/015

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2017 de la Trésorerie qui s'établit comme suit :

Fonctionnement

Dépenses	2 071.79 €	
Recettes	21 502.64 €	
Report recettes	+ 3 832.39 €	
Résultat de fonctionnement	+ 23 263.24 €	

Investissement

Dépenses	14 131.13 €	
Recettes	26 332.44 €	
Report dépenses (001)	- 26 332.44 €	
Résultat d'investissement	- 14 131.13 €	

Résultat de clôture + 9 132.11 €

Restes à réaliser : 0

Résultat de l'exercice 2016 + 9 132.11 €

Hors de la présence de Mr VAGNE Daniel, Maire, le Conseil Municipal approuve le compte administratif de l'Aménagement Trésorerie 2017.

A la majorité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 2)

AFFECTATION DU RESULTAT TRESORERIE - réf : 2018/016

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un excédent de fonctionnement de :	+ 23 263.24 €
- un déficit d'investissement de :	- 14 131.13 €

restes à réaliser en dépenses : 0
en recettes :

Le besoin de financement de la section d'investissement est de 14 131.13 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

décide d'appurer le besoin de financement

par affectation en réserves (cpte 1068) pour 14 131.13 €

et d'imputer le solde de l'excédent de fonctionnement
en report à nouveau créditeur.(002) pour 9 132.11 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE DE GESTION 2017 TRESORERIE -

réf : 2018/017

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mr Vagné Daniel,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017;

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures;

Considérant

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE ADMINISTRATIF 2017 CHAUFFERIE BOIS

réf : 2018/018

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2017 de la chaufferie bois qui s'établit comme suit :

Fonctionnement

Dépenses	254 135.76 €
Recettes	252 093.50 €
Résultat de fonctionnement	- 2 042.26 €

Investissement

Dépenses	83 987.14 €
Recettes	105 430.70 €
Report dépenses	- 41 213.27 €.
Résultat d'investissement	- 19 769.71 €
Restes à réaliser	0.00 €
Résultat de clôture invest	- 19 769.71 €

Résultat cumulé 2017 - 21 811.97 €

Hors de la présence de Mr VAGNE Daniel, Maire, le Conseil Municipal approuve le compte administratif de la chaufferie bois 2017.

A la majorité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 2)

AFFECTATION DU RESULTAT CHAUFFERIE BOIS - réf : 2018/019

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un déficit de fonctionnement de :	- 2 042.26 €
- un déficit d'investissement de :	- 19 769.71 €
restes à réaliser en dépenses :	0.00 €
en recettes :	0.00 €
Besoin de financement investissement	19 769.71 €
Le conseil ne peut apurer et décide	
le report du déficit (D002) pour	- 2 042.26 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE DE GESTION 2017 CHAUFFERIE BOIS - réf : 2018/020

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mr Vagné Daniel,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017;

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan

de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures;

Considérant

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE ADMINISTRATIF 2017 COMMUNE -réf : 2018/021

Monsieur le Maire présente le compte administratif 2017 de la commune qui s'établit comme suit :

Fonctionnement

Dépenses	725 987.80 €	
Recettes	837 858.92 €	
Report recettes	+	57 979.26 €
Résultat de fonctionnement	+	169 850.38 €

Investissement

Dépenses	608 195.60 €	
Recettes	440 495.02 €	
Report dépenses (D001)	-	11 074.37€
Résultat d'investissement	-	178 774.95€
Restes à réaliser :		
Dépenses :	-	153 937.87 €
Recettes :		304 080.00 €
Résultat de clôture invest	-	28 632.82 €

Résultat de l'exercice 2017 + 141 217.56 €

Hors de la présence de Mr VAGNE Daniel, Maire, le Conseil Municipal approuve le compte administratif de la commune 2017.

A la majorité (pour : 10 contre : 0 abstentions : 2)

AFFECTATION DU RESULTAT COMMUNE

réf : 2018/022

L'assemblée délibérante constate à la clôture de l'exercice :

- un excédent de fonctionnement de :	+ 111 871.12 €
- un résultat antérieur de	57 979.26 €
soit un résultat de fonctionnement	+ 169 850.38 €

un déficit d'investissement de :	178 774.95 €
restes à réaliser en dépenses :	153 937.87 €
en recettes :	304 080.00 €

soit un besoin de financement d'investisss de 28 632.82 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

décide d'appurer le besoin de financement :

- par affectation en réserves (R 1068)	28 632.82 €
• - reporte en fonctionnement (R 002)	141 217.56 €

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

COMPTE DE GESTION 2017 COMMUNE

réf : 2018/023

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mr Vagné Daniel,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détails des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2017;

Après s'être assuré que le receveur a pris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan

de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures;

Considérant

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, y compris celles relatives à la journée complémentaire;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2017, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part

A l'unanimité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à: 22 h 45

En mairie, le 26/03/2018

Le Maire, Daniel VAGNE